

Lento

pero avanzo

Annick Stevens

Le système ne craint pas les éclats, aussi massifs et brillants soient-ils. Si un gouvernement tombe, il en a d'autres en réserve à reposer et à imposer. Ce qui lui fait peur, c'est la persévérance de la rébellion et de la résistance d'en bas.

EZLN, *Le mur et la brèche*, mai 2015.

DÉCELER DE NOUVELLES FORMES DE RÉVOLUTIONS DANS LE MONDE actuel me semble requérir en premier lieu une distinction entre deux significations de la révolution, l'une comme processus et l'autre comme résultat. Dans le premier sens, elle s'oppose à l'évolution ou aux réformes en tant que renversement rapide ; dans le second, elle s'oppose, en tant que changement en profondeur, à la permanence des structures principales sous des modifications mineures. Les deux significations ne vont pas nécessairement de pair : un renversement brutal (par exemple, une insurrection violente) peut conserver les anciennes structures de base, et une évolution progressive peut aboutir à avoir totalement modifié les cadres. La plupart des débats sur la révolution portent sur le processus même de renversement : on discute pour savoir s'il peut être décidé, prévu, organisé par des sujets, ou déterminé par une nécessité. À propos du résultat, c'est-à-dire de la nouvelle organisation sociale, on discute surtout du rôle du projet révolutionnaire : fait-on la révolution en vue d'une certaine société qui nous semble désirable, ou bien vaut-il mieux n'imaginer aucune autre organisation à l'avance, de crainte de fermer la porte à la spontanéité de son avènement ?

Par ailleurs, lorsqu'on estime qu'une révolution est improbable dans les circonstances actuelles, il s'agit de la révolution comme processus rapide de renversement, impensable dans l'état actuel des rapports de force. Mais qu'en est-il de l'autre signification, celle d'un remplacement éventuellement progressif mais radical (allant jusqu'à la racine) du système dominant ? Dans ce cas, le radicalisme peut ou bien se trouver dès le départ comme intention, ou apparaître au cours d'un processus qui ne le visait pas majoritairement. De nombreux processus auxquels nous avons assisté ces dernières années n'étaient révolutionnaires que dans l'intention d'une très petite minorité et n'ont pu passer à une phase majoritairement radicale. On peut dire qu'ils ont échoué à devenir révolutionnaires. Cela semble bien être le cas de la Tunisie et de l'Égypte, où des minorités anti-capitalistes et anti-oligarchistes existent mais n'ont aucune prise sur le gros du mouvement social, exactement de la même manière que dans la plupart des pays européens. Il me semble que ce n'est pas tout à fait le cas en Grèce et en Espagne, malgré une retombée de l'agitation due à la trahison des larges mouvements populaires par le parti politique qui s'en prétend l'émanation¹. De même, les jeux ne sont pas encore faits au Kurdistan syrien, où les ennemis du processus de confédéralisme démocratique tentent de l'écraser par la violence armée. Enfin, le Chiapas zapatiste résiste toujours à la « guerre de basse intensité » menée contre lui par les différents niveaux de pouvoir institutionnel et poursuit l'approfondissement de son indépendance à la fois économique, politique, juridique et culturelle².

Il serait intéressant d'étudier ce qu'ont été, dans chacun de ces cas, les conditions d'éclatement de la révolte et celles, plus profondes et durables, de la construction d'une autre organisation sociale. Ce n'est pas mon intention ici, mais un observateur moyennement informé peut déjà pressentir que ces conditions seront extrêmement diverses : il n'y a pas de situation pré-révolutionnaire unique et privilégiée. Mon intention est plutôt d'évaluer le potentiel révolutionnaire des gens ordinaires tels que nous les côtoyons tous les jours dans les pays européens, en ayant recours à deux sources de réflexion : d'une part, les analyses et propositions du Comité invisible dans *À nos amis*³ ; d'autre part, l'expérience pratique de la Coopérative Intégrale Catalane.

1. Sur le parti Podemos, voir l'article de Tomás Ibañez dans *Réfractions* n°35, et sur la trahison de Syriza, voir les analyses d'Éric Toussein, président du CADTM, en vidéo sur YouTube : Grèce : pourquoi la capitulation ?

2. L'EZLN vient de publier un bilan des réalisations des communautés dans tous les domaines, disponible en plusieurs langues sur : enlace-zapatista.ezln.org.mx/2016/02/23/y-en-las-comunidades-zapatistas/

3. Comité invisible, *À nos amis*, La Fabrique, 2014.



QUEL DEVENIR-RÉVOLUTIONNAIRE ?

Les auteurs d'À nos amis comptent sur le moment de la révolte, quel que soit son élément déclencheur, pour produire « son peuple », son auto-organisation dictée par la nécessité. En effet, le soulèvement, la grève, l'occupation rendent nécessaire une organisation immédiate des moyens de subsistance, d'abord sous la forme provisoire que dicte la situation : improviser sur place des repas, des sanitaires, des couchages ; se procurer tout le matériel que demande la lutte, sa diffusion et sa résistance. Si la motivation a été suffisante pour renoncer à la sécurité du quotidien et prendre le risque de la révolte, elle est *a fortiori* suffisante pour que chacun participe activement et même joyeusement à l'organisation nécessaire. Le problème vient après, lorsque la motivation première ne joue plus, soit que l'objectif le plus immédiat ait été atteint et ne soit relayé par aucun autre plus fondamental, soit qu'au contraire l'objectif se révèle de plus en plus difficile à atteindre ou que la répression soit tellement féroce qu'il ne semble plus raisonnable de le poursuivre à ce prix.

Que l'on puisse se réjouir de tels devenirs-révolutionnaires, c'est-à-dire de ces processus de transformation des personnes en membres d'un collectif autonome et auto-organisé, qui découvrent leur capacité et leur plaisir à l'action collective débarrassée des relations et des préoccupations du système, n'empêche pas qu'ils

sont ambigus à plusieurs égards. N'est-il pas d'emblée clair pour certains qu'il s'agira d'une parenthèse, d'une période exceptionnelle après laquelle il ne fait aucun doute qu'ils retourneront à leur ancienne situation parce qu'ils n'en veulent pas d'autre durablement ? De la même manière, on apprécie pour le temps des vacances les conditions spartiates du camping ou du bivouac au fond des bois mais on n'envisage pas un instant d'en faire son mode de vie habituel. En parlant d'un devenir non défini par son terme, d'un devenir qui est à lui-même son propre but, on peut cautionner l'idée que, parce qu'il s'est déployé pendant un certain temps, l'objectif est atteint et on peut passer à autre chose. C'est aussi le sens des « zones autonomes temporaires » d'Hakim Bey. Disons-le tout net : si le devenir-révolutionnaire est son propre objectif, si dès lors la révolution n'a pas d'autre signification que la suspension temporaire de l'ordre établi, l'ouverture vagabonde de brèches tantôt ici tantôt là, sans volonté de durer ni de s'étendre, alors la révolution n'est qu'un divertissement qui n'entame en rien la puissance du système, bien au contraire : de même que le Carnaval, en tant que période bien délimitée de renversement des conventions, sert de soupape au bouillonnement populaire et assure le retour calmé à la normale, de même la révolte et l'occupation serviront d'exutoire et de *catharsis* pour que chacun retourne calmé à sa place désignée.

Il ne faut dès lors pas comprendre en ce sens l'expression « devenir-révolutionnaire » mais au sens d'un processus qui, s'il doit sans doute être sans fin, n'a pas pour autant atteint son objectif du seul fait qu'il a eu lieu, mais est destiné à s'approfondir, à augmenter sa puissance et à transformer réellement les conditions d'existence jusqu'à ce qu'elles soient tellement opposées à celles qui prévalaient précédemment qu'on peut dire qu'il y a eu révolution. Autrement dit, l'organisation immédiate qui s'installe dans le feu de la révolte doit d'emblée prévoir sa prolongation illimitée dans de nouvelles formes de vie qui entament réellement le système et ne permettent plus d'y retourner. C'est en ce sens que les auteurs de *Premières mesures révolutionnaires*, proches du Comité invisible, appelaient à repérer ou à mettre en place dès maintenant les infrastructures de base qui devraient être développées dès le début d'une insurrection, pour éviter tout retour en arrière motivé par le besoin ou la peur⁴. Les expériences récentes montrent d'ailleurs que, pour bon nombre de participants à de tels moments

4. Éric Hazan & Kamo, *Premières mesures révolutionnaires*, La Fabrique, 2013.

exceptionnels, la transformation est durable quelle que soit la poursuite visible du mouvement initial ou son apparente dissolution, soit qu'on se sente désormais capable d'une organisation collective efficace, soit qu'on la maintienne sous des formes réduites, comme les initiatives de quartiers après le mouvement du 15 Mai espagnol.

MULTIPLES DÉSIRS DE LA VIE BONNE

L'insistance, par les auteurs d'*À nos amis*, sur le remplacement de la transformation *politique* par la transformation *éthique*, ne revient pas à remplacer « changer le monde » par « se changer soi-même », mais englobe les deux changements sous la question de la vie bonne, qui est proprement celle de l'éthique. Une révolution n'est désirable, et la situation présente insupportable, qu'à la lumière d'une certaine considération de ce qu'est une vie bonne, pour soi-même et en général pour tout être humain. Le passage à l'universel est à la fois problématique et indispensable dès lors que, manifestement, seule une révolution mondiale peut lutter contre la mondialisation de la forme de vie imposée. Certes, on ne peut négliger les objections à l'attribution d'aspirations communes à toute l'espèce humaine, en particulier le danger d'un néo-colonialisme insidieux ou la revendication philosophique d'une diversité irréductible des conceptions du bien vivre. C'est précisément le défi d'une pensée révolutionnaire que de rendre compatibles l'un et le multiple, comme le font les zapatistes en promouvant « un monde où entrent plusieurs mondes ». Les « mille façons dont on peut entendre la vie bonne » ne sont pas nécessairement ennemies ; comme le souligne le Comité invisible, les divergences permettent « de maintenir ouvertes les questions essentielles, d'opérer à temps les déplacements nécessaires » (p. 169), et la contagion universelle peut se comprendre comme « l'approfondissement en soi, l'intensification de ce qui s'expérimente en tout point du monde » (p. 196).

Il est clair en tous cas que, si le déclenchement du processus est imprévisible et s'il doit être porté par une large part de la population, il ne pourra confirmer son devenir révolutionnaire sans l'action de ceux qui s'y sont préparés théoriquement et pratiquement : « Dans l'inconsistance générale des rapports sociaux, les révolutionnaires doivent se singulariser par la densité de pensée, d'affection, de finesse, d'organisation, qu'ils parviennent à mettre

en œuvre ». Ce qu'on a pu dénoncer comme un dernier avatar de l'avant-gardisme se justifie seulement pendant la période critique où se joue le devenir du mouvement, qui nécessite d'autres pratiques que celles de l'organisation autonome désormais installée. Dans un premier temps, les qualités nécessaires sont l'initiative, la décision, la complicité (p. 54), ensuite seulement viennent les assemblées et la délibération. Dans *Premières mesures révolutionnaires* était déjà signalé le piège des élections post-insurrectionnelles qui signent la reprise en mains du pouvoir, que ce soit par ses anciens tenants ou par de nouveaux maîtres portés par la révolte. Ici s'ajoute un deuxième piège, moins évident : durant les occupations elles-mêmes, l'assemblée est une pratique inadéquate et illusoire. Parce qu'elle est trop nombreuse et trop disparate, « l'assemblée est le lieu où l'on est contraint d'écouter des conneries sans pouvoir répliquer, exactement comme devant la télé » (p. 59). La démocratie directe, c'est-à-dire le pouvoir délibératif de tous les individus concernés, n'est possible que dans de petites entités déjà réunies par un même projet. Et peut-être faudrait-il même abandonner le terme de « démocratie », non pas parce qu'il est usurpé par les oligarchies dominantes (car il est facile de refuser cette confusion), ni parce qu'il impliquerait encore la notion de gouvernement, fût-ce sous le mode de l'identité entre gouvernants et gouvernés, mais parce que le *dèmos* est l'ensemble de la population qui habite un territoire du seul fait des hasards de la naissance et de l'histoire, unie par l'institution de l'égalité politique mais conservant ses fractures profondes sur tous les autres plans.

Si l'on suit les suggestions d'*À nos amis* (et je suis tentée de le faire), dans les tissus sociaux bigarrés que nous connaissons, une assemblée politique ne pourra se constituer suivant la simple proximité géographique, comme on le lit trop souvent dans les propositions « convivialistes » d'autonomie de quartiers ou de villages. Il ne suffit pas de suivre l'inspiration que peuvent offrir les processus d'autonomisation des peuples indigènes, qui tirent leur puissance spécifique non pas simplement du fait que leur tradition est opposée à celle du colonisateur, mais du fait que cette tradition est homogène, qu'elle leur donne une unité d'aspiration et de conception de la vie. L'histoire européenne est telle que depuis des millénaires une telle homogénéité n'existe plus, remplacée par la coexistence plus ou moins conflictuelle de traditions multiples⁵. Il n'y a pas de raison de le déplorer : il faut juste chercher la

5. C'est pourquoi il est dommage que les auteurs continuent à parler de « l'Occident », comme si l'on pouvait rassembler sous une dénomination géographique un ensemble de caractéristiques économiques, politiques, culturelles, qui ne sont que la partie actuellement dominante d'un foisonnement d'héritages et de créations.

puissance spécifique d'une société polymorphe. Son immense avantage est qu'elle permet de choisir le type de communauté dans laquelle on a envie de vivre, parmi de multiples modèles — collectivistes, communalistes, mutuellistes, etc. — qui se fédéreront éventuellement mais en tous cas ne se détruiront pas l'un l'autre.

LA RÉVOLUTION EST RÉAPPROPRIATION

Le souci d'éviter tout retour à une légitimation du pouvoir par un nouveau fondement constituant mène à « repenser l'idée de révolution comme pure destitution » (p. 74). Une telle expression pourrait faire penser que le moment révolutionnaire est seulement celui du renversement, tandis que la construction des nouvelles formes de vie ne serait plus en tant que telle révolutionnaire. Cependant, cette impression est démentie par un autre leitmotiv des publications du Comité invisible, celui de se réapproprier les savoirs techniques, d'expérimenter nos propres techniques en rupture avec celles du système technologique dominant. Faire la révolution, c'est aussi, « pour commencer, ne plus vivre dans l'ignorance des conditions de notre existence » (p. 99). Dans cette perspective, l'apport essentiel des hackers est de réaliser dans le domaine informatique ce qu'il faudrait réaliser dans tous les domaines : « arracher les techniques au système technologique pour les en libérer », ouvrir les boîtes noires « pour inventer d'autres usages », comprendre comment fonctionnent les appareils qui nous entourent parce que cela « comporte un accroissement de puissance immédiat, nous donnant prise sur ce qui ne nous apparaît dès lors plus comme un environnement, mais comme un monde agencé d'une certaine manière et sur lequel nous pouvons intervenir » (p. 127).

Pour les auteurs, cette réappropriation des moyens d'existence se distingue fortement des attitudes militantes radicales, et permet au contraire de se fondre dans l'océan populaire, de ne pas se couper des préoccupations concrètes de la majorité des gens. Il ne s'agit ni d'une instrumentalisation de la population, ni d'un renoncement à l'objectif révolutionnaire ; l'idée est que la majorité est construite en tant que gouvernable, et qu'elle peut se déconstruire et retrouver sa capacité politique : il faut juste lui en donner l'occasion. Il y a donc bien une sorte de potentiel, dont la réalisation ne repose pas tellement sur une prise de conscience ou une connaissance (des mécanismes de l'oppression, etc.), mais plutôt

sur le surgissement d'une opportunité en acte, d'un mouvement dont la puissance soit communicative, entraînant, rassurante. Un tel mouvement doit être intelligemment préparé (par l'appropriation technique dont on a parlé, par les relations de confiance établies, par la capacité à commencer d'emblée une vie désirable), ce qui n'est en rien contradictoire avec le fait que l'élément déclencheur du moment insurrectionnel peut être imprévisible et non suscité (je dis « peut être » et non « est nécessairement », en raison de l'exemple zapatiste, où l'insurrection a été planifiée). Ne pas se couper de la population peut se faire grâce à un ancrage territorial et aux liens de la vie quotidienne. Le capitalisme découpe le territoire en zones de métropoles à haute plus-value, en zones « naturelles » récréatives et en zones non rentables délaissées. Notre *sécession* doit « dessiner une autre géographie, discontinue, en archipel, intensive » (p. 187), par la liaison et la circulation intense entre les territoires habités suivant la même conception de la vie bonne. Ces territoires, désormais appelés « Communes » selon une référence évidente, ne sont définis par aucune caractéristique préexistante ; certains surgissent par la lutte qu'y livrent des habitants contre la destruction des conditions favorables à cette vie ; plus généralement, ils naissent du projet de ceux qui s'y installent et le construisent dans la durée en y développant une activité de subsistance et une organisation autonome. Éviter tout isolement est nécessaire non seulement pour nourrir cette vie, mais aussi pour résister à la répression : il n'est pas inutile de rappeler que l'écrasement de la Commune de Paris a été fortement facilité par le siège de la ville et par la rupture de toute communication avec l'extérieur, qui permirent à la propagande gouvernementale de calomnier ses réalisations et de décourager toute velléité de lui prêter main forte.

D'une manière inattendue, les auteurs estiment que ce n'est pas la désignation d'un ennemi commun qui peut relier les Communes entre elles, faire d'un « ensemble de puissances situées une force mondiale » (p. 228). De fait, l'unification contre le capitalisme, à laquelle on devrait s'attendre dès lors que l'écrasante majorité des habitants de la Terre en pâtit, semble bien dans l'impasse. L'explication proposée est que chacun a l'ennemi qui correspond à son expérience directe, autrement dit nous ne pouvons pas savoir d'ici quel il est pour une Chinoise, une Congolaise ou une Syrienne. C'est pourquoi, « la tâche révolutionnaire est devenue partiellement

une tâche de traduction » (233) : il faut faire des rencontres pour comprendre avec qui nous pourrions *conspirer*, avec qui nous nous réjouissons des mêmes choses, par exemple de l'efficacité spontanée de l'auto-organisation.

Les critiques les plus fréquemment adressées aux publications révolutionnaires de ce genre portent, d'une part, sur la possibilité de réaliser une société telle qu'elle est décrite et, d'autre part, sur la transition entre la situation présente et cette réalisation. En revanche, on ne trouve pas d'objections contre leurs conclusions, qui appellent à libérer dès maintenant tout ce qui peut l'être, et à se préparer à organiser au mieux la reprise en mains des moyens de subsistance qui pourrait s'avérer nécessaire dans un avenir proche — or il devient de moins en moins absurde d'envisager une sortie *forcée* du système, due à l'épuisement des énergies fossiles avant la généralisation d'énergies de remplacement, à la distribution toujours plus inégalitaire des ressources vitales raréfiées et monopolisées, ou à la pression de la dégradation environnementale.

Ces deux opérations réalisables immédiatement, libérer et se préparer, convergent d'ailleurs en une seule et même, puisqu'il faut prendre garde, en libérant des activités de leur dépendance vis-à-vis de l'argent ou de l'État, de le faire de telle manière que les circuits de subsistance ainsi développés soient susceptibles d'être généralisés. Loin de constituer des positions de repli, ces opérations assurent au contraire des bases solides qui apporteront à ceux qui voudront s'y rallier plus tard des expériences, des savoir-faire et des matériaux nécessaires pour démarrer. Pas davantage elles ne tombent sous le reproche de millénarisme ou d'utopisme, au sens où elles prépareraient un après-renversement dont l'avènement serait illusoire. En effet, si les obstacles à un changement massif radical se trouvent à la fois dans l'imaginaire et dans les besoins matériels des populations, alors les circuits alternatifs contribuent puissamment à la levée des deux types d'obstacles. Contre l'obstacle imaginaire, ils répandent progressivement l'idée que non seulement la vie hors capitalisme est possible, mais encore qu'elle est meilleure à tous les points de vue⁶. Contre l'obstacle matériel, ils apportent une garantie de solidité qui peut décider des gens ordinaires à les rejoindre. La facilitation de ce passage entre la vie « dans le système » et la vie « hors système », avec tous les risques qu'il peut faire craindre, est précisément l'une des plus grandes réussites de l'un de ces circuits, la Coopérative Intégrale Catalane.

6. Encore faudrait-il en parler plus largement que ce qui est fait actuellement. Or, une certaine discrétion semble parfois privilégiée par leurs acteurs, peut-être pour éviter d'attirer l'attention de la répression, qui sait toujours trouver de fausses inculpations là où elle n'a rien d'illégal à dénoncer.

UNE TRANSITION RÉVOLUTIONNAIRE : LA COOPÉRATIVE INTÉGRALE CATALANE

La Coopérative Intégrale Catalane est un réseau de soutien à des activités productives et sociales opposées à celles du capitalisme. Elle s'appelle « coopérative » non par référence à la forme juridique de la société coopérative, mais au sens premier de l'agir en commun ; « intégrale » parce qu'elle vise à couvrir l'ensemble des besoins et des activités de la vie ; et « catalane » parce qu'elle est née dans cette région d'Espagne, ce qui n'empêche pas son extension et son essaimage dans les régions environnantes. Elle se structure en plusieurs niveaux constituant chaque fois des réseaux dont les parties sont autonomes et autogérées (ce qu'ils appellent une « structure fractale » parce que chaque partie se divise en parties de même configuration). Le réseau territorial est la seule interface avec l'État, ce qui permet de soulager tous les autres niveaux des problèmes juridiques et bureaucratiques⁷.

Le grand intérêt de cette formule souple de réseau est qu'on peut y adhérer suivant plusieurs degrés d'implication. N'importe qui peut proposer de faire entrer son activité (de production, de service, etc.) dans le réseau, à condition de respecter les principes fondateurs. On peut les exprimer comme suit :

- les valeurs fondamentales sur lesquelles reposent toutes les relations sont la confiance et la recherche du bien commun ;
- les activités doivent être dépourvues de toute nuisance écologique et de toute forme d'exploitation du travail d'autrui (donc pas de salariat) ;
- à tous les niveaux les décisions doivent être prises en assemblée avec recherche du consensus, celui-ci reflétant la recherche du bien commun, tandis que le vote reflète la confrontation entre des intérêts particuliers antagonistes ;
- à l'intérieur du réseau on n'utilise que de la monnaie sociale, qui peut être, selon les choix locaux, ou bien une monnaie non thésaurisable ou bien un échange direct de produits ou de services, dont la valeur d'échange peut être fixée par convention ou rester totalement libre et non quantifiée.

Les propositions d'intégration de projets sont examinées par une commission en fonction de ces critères, et ensuite discutées avec leurs porteurs pour éventuellement les rendre plus viables ou plus en accord avec les principes. Ensuite, une autre commission

7. La présentation de la CIC est issue d'une rencontre avec plusieurs de ses délégués lors du « Forum des possibles » en Catalogne française en juin 2014.

peut être consultée si l'on veut demander une aide financière pour le démarrage de l'activité. Échapper au prêt bancaire est en effet l'une des principales motivations de la coopérative. Un autre avantage considérable consiste en un contournement de la fiscalité des entreprises : une activité économique qui s'inscrit dans le cadre d'une coopérative a le droit de déduire tellement de frais de fonctionnement qu'elle ne paie quasiment pas d'impôts, alors qu'un travailleur indépendant ou une petite entreprise n'a pas ce droit. Il s'agit bien sûr d'une particularité des institutions fiscales catalanes, et l'une des premières tâches à accomplir si l'on veut créer une telle structure ailleurs sera de repérer les potentialités du même type dans chaque État ou région. Comme le disent les membres de la Coopérative, puisque l'État est incapable de gérer l'argent public, nous cessons de le lui confier et nous organisons nous-mêmes les services publics.

En effet, une partie de l'argent qui échappe aux impôts commerciaux est versé à la Coopérative, qui l'utilise pour créer des services publics : soins de santé, alternatives d'enseignement, de logement et de transports. Dans ces domaines, les apports de la Coopérative dépassent de loin l'aspect financier. Elle fournit des outils juridiques pour retarder les expulsions des personnes qui ne peuvent plus payer leur logement (phénomène massif en Espagne ces dernières années), ou pour négocier des contrats spéciaux d'occupation, par exemple basés sur le fermage ou l'usage ; elle centralise les repérages de logements vides susceptibles d'être occupés et soutient les occupations. Comme alternatives aux transports publics extrêmement chers, elle fournit des conseils pour voyager sans payer et organise la collecte et le recyclage d'huiles usagées utilisables pour faire rouler des véhicules communs. Elle constitue des groupes de travail qui étudient les possibilités de développer des technologies (énergies, outils et machines) écologiques, appropriables par tous. Concernant les soins de santé, la médecine publique est gratuite en Espagne mais de mauvaise qualité ; c'est pourquoi la Coopérative crée des centres médicaux où l'accent est mis sur la prévention, la responsabilisation des personnes, la vision globale de la santé incluant les interactions entre le physiologique et le psychologique. La politique largement inclusive de la Coopérative fait qu'on peut rejoindre l'un de ces groupes de travail sans avoir d'activité productrice à proposer.

La Coopérative Intégrale ne prétend pas être déjà une alternative au système productiviste capitalo-étatiste ; elle se présente comme adaptée à une période de transition, en permettant de se détacher progressivement de la circulation de l'argent. En effet, il n'est pas nécessaire de placer toute son activité dans la coopérative mais on peut décider de lui consacrer une partie de sa production tandis que le reste demeure dans le système dans la mesure où l'on estime avoir encore besoin de l'argent courant. En n'exigeant pas une rupture immédiate et totale, en partant des activités déjà exercées et en ne cherchant pas à les rassembler sur un seul territoire, elle est attractive pour de nombreuses personnes qui ne désirent pas bouleverser complètement leur mode de vie comme il le faudrait pour rejoindre, par exemple, une communauté agricole. Cependant, elle réaffirme constamment son but à plus long terme, qui est de se substituer au système capitaliste et non de rester à sa marge. L'extraordinaire croissance qu'elle a réalisée en quelques années d'existence laisse penser que ce n'est pas irréaliste.

En France, quelques commencements de réseaux ont vu le jour ces dernières années, notamment à Toulouse et dans le pays nantais. L'Éco-réseau du pays nantais propose sur son site un formulaire d'inscription où l'on annonce ce qu'on peut offrir, ainsi qu'une liste d'offres auxquelles on peut répondre, le tout sous forme de don, de troc ou de la monnaie sociale du réseau qui s'appelle le Confluent. Les offres concernent des échanges de services (travaux, partages de savoirs, gardes d'enfants et d'animaux, etc.), de productions (aliments, artisanat, etc.) ou d'objets de seconde main. Les réunions et ateliers proposés par le réseau ne sont pas pour le moment consacrés à constituer un système intégral parallèle au système économique, mais à réfléchir aux relations et à améliorer le développement personnel, ou encore à établir une solidarité avec les luttes politiques de la région. Je vois là le principal risque d'échec de l'initiative, dans une concentration sur des activités marginales ou annexes aux activités de subsistance, qui donc peuvent coexister avec le système sans l'affaiblir ni le rendre obsolète, comme on l'a déjà remarqué précédemment avec les SEL (services d'échanges locaux).

D'une manière générale, en effet, par rapport à l'Espagne, l'objectif de réaliser un tissu d'alternatives suffisant pour se substituer au système économique, même s'il est affirmé et poursuivi, semble très lointain. Les moyens juridiques et financiers sont encore en



discussion dans des commissions préparatoires. La motivation, principale en Espagne, d'échapper à l'imposition et aux banques, est ici beaucoup moins présente. Cette différence s'explique probablement par le contraste entre la situation économique-sociale respective des deux pays. Il semble bien qu'en France il ne soit pas encore intéressant pour un professionnel indépendant de quitter le système économique pour exercer son activité dans le cadre d'une coopérative intégrale.

On pourrait être gêné par l'intérêt si explicitement matériel de la participation à la CIC. Il n'est évidemment pas le seul, car le plaisir de prendre en mains sa propre vie et de participer aux décisions sur tout ce qui nous concerne est une motivation tout autant mise en avant par ses membres. Par ailleurs, nous ne pouvons que souscrire à l'idée du Comité invisible que « la commune répond aux besoins *en vue d'anéantir en nous l'être de besoin* », grâce à « la participation à une puissance collective à même de dissoudre le sentiment d'affronter le monde seul » (p. 216-217). Mais il est important que la motivation initiale de la fondation de la CIC ait

été d'échapper aux taxes et au crédit bancaire, largement responsables de la difficulté croissante de survie pour une grande partie de la population espagnole ; c'est ainsi, en effet, qu'elle est susceptible de s'adresser au plus grand nombre. Si l'autonomie est un vain mot lorsque chaque activité liée à la subsistance et chaque parcelle de l'espace public sont légiférées despotiquement par l'un des niveaux hiérarchisés du pouvoir de l'État, l'exemple de la Coopérative Intégrale montre qu'il est possible de contourner jusqu'à un certain point cet arsenal législatif. Il est cependant évident que la force de nuisance de celui-ci ne cessera d'augmenter à mesure qu'augmentera la puissance des alternatives, et que donc un moment viendra où il faudra se mettre tous ensemble pour l'abattre. Inutile de spéculer d'avance sur la forme que ça prendra ; il faudra guetter les opportunités et ne pas les manquer.

LE POTENTIEL DES GENS ORDINAIRES

Personne ne sait au juste ce que pensent, ce que veulent « les gens ». Le plus apparent est que leur vie est construite dans et par les institutions établies, dont ils essaient de tirer le meilleur et d'éviter le pire. Le pire et le meilleur seulement relativement à elles, seulement dans ce cadre qui donne la mesure du possible en termes de réalisations et d'aspirations. Mais lorsque nous arrivons à tenir avec les gens les plus ordinaires une conversation qui va au fond des choses, nous voyons se dessiner une double tendance chez la plupart : ils n'adhèrent au système capitaliste-oligarchique que par défaut d'un autre qui leur paraisse possible et atteignable ; les valeurs qu'ils cultivent dans la sphère où ils ont encore la liberté de les choisir sont des valeurs d'entraide, d'équité, de plaisir de la sociabilité. Cette sphère est variable selon les circonstances : elle peut se limiter à la famille ou au voisinage, ou s'étendre en outre à l'activité professionnelle (le plus souvent lorsqu'il existe une résistance collégiale aux pressions de l'organisation du travail), ou encore se déployer dans l'activité associative. En tout cas, on n'y trouve aucune trace de ce prétendu « individualisme » qui isolerait chacun dans la seule préoccupation de son confort matériel. Cette évocation, toute empirique, n'a aucune prétention de représentativité. Elle concerne des gens qui ne sont ni dans une très grande difficulté d'existence (au sens financier ou relationnel) ni dans une grande aisance : un pompier, une infirmière, une puéricultrice, un

8. À Bruxelles, en septembre 2015, des milliers de personnes se sont auto-organisées autour de l'accueil spontané des réfugiés syriens, se répartissant en commissions, offrant chacune ce qu'elle pouvait offrir, jusqu'à ce qu'un groupe de centralisateurs auto-proclamés détruise le mouvement en s'épuisant à vouloir le mener tout seul.

enseignant à la retraite, un ouvrier du nettoyage, des étudiants d'une fac pas particulièrement prestigieuse,... Lorsque l'occasion leur est donnée d'organiser ensemble un événement, qu'il soit régulier ou exceptionnel (fête des voisins, fête du campus, distribution des produits fermiers, ou, plus gravement, organisation d'un camp de réfugiés⁸...), leur joie d'agir en commun, spontanément et horizontalement, crève les yeux, de même que l'efficacité d'un mode d'organisation où chacun se sent à la fois responsable et soulevé par tous les autres. Cette joie et ce savoir-faire spontané ne suffisent aucunement à entraîner un agir révolutionnaire, ni à se libérer des aliénations du système en place, mais ils prouvent indéniablement que le potentiel est là, chez chacun, d'une généralisation de ces moments si les circonstances y deviennent favorables. Aux deux attitudes révolutionnaires déjà évoquées, libérer et se préparer, on peut donc ajouter une troisième : entretenir cette sociabilité joyeuse, multiplier les occasions d'une auto-organisation capacitatrice entre tous ces gens ordinaires au milieu desquels nous vivons.

Annick Stevens